

.....

# De la Société St-Jean-Baptiste diocésaine (1945 à 1971) à la Société nationale de l'Est du Québec (1971 à 1996)

GASTON BEAUCHESNE, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA SNEQ\*

## Un dilemme : Une ou deux sociétés

Tracer un bilan historique, avec justesse et justice, de deux épisodes aussi importants que les 25 ans de la SSJB et les 25 ans de la SNEQ, est une oeuvre délicate qu'il faut traiter avec circonspection. Autant les écrits du passé, sur lesquels on peut s'appuyer pour évaluer l'action de prédécesseurs, peuvent mener à de fausses interprétations, sinon injustes, autant notre trop grande proximité avec le temps présent peut nous faire faire quelques entorses à la vérité historique. Quoi qu'il en soit, comme l'histoire n'est pas tout à fait une science exacte, rien n'empêche que l'on soit corrigé par nos successeurs. Voilà pourquoi il me semble important de dire ce que l'on pense et ce que l'on voit, au moment où cela arrive.

À mon avis, la Société nationale de l'Est du Québec est en continuité avec la Société St-Jean-Baptiste diocésaine, mais elle s'en est démarquée aussi complètement que le Québec de l'après-révolution tranquille l'a fait vis-à-vis la période précédente, dite de la grande noirceur. Comment concilier l'action d'une société St-Jean-Baptiste diocésaine et fédéraliste, avec celle de la SNEQ qui a participé activement depuis 1971 à trois référendums sur la souveraineté, oui même celui de 1992, tout en supportant activement et franchement la naissance du Bloc Québécois?

## Le credo

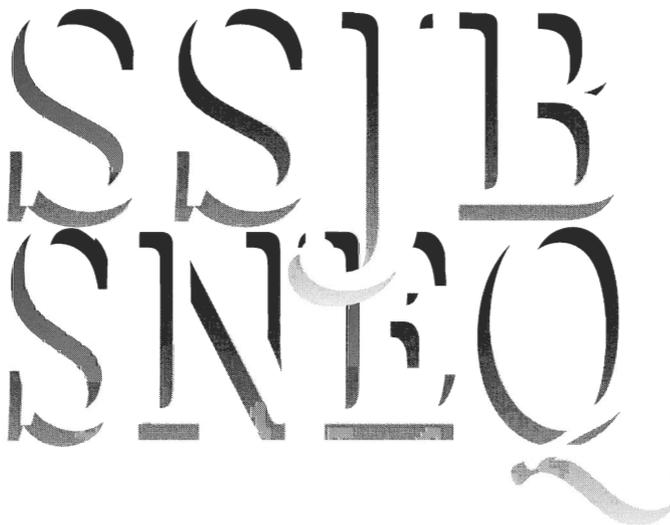
J'utilise, à dessein, ce mot «credo» pour démontrer l'emprise que l'Église a eue sur les sociétés St-Jean-Baptiste, au cours de la période où se sont fondées la plupart des sociétés locales et la Société St-Jean-Baptiste diocésaine de Rimouski. Il n'est pas inutile de rappeler, tout de suite, que la première société patriotique québécoise, la Société St-Jean-Baptiste de Montréal, fondée par Ludger Duvernay, un

croycance religieuse et va même jusqu'à placer la langue anglaise sur le même pied que le français, puisque les Patriotes ont surtout comme objectif d'implanter la démocratie parlementaire.

En réalité, après la répression des Patriotes, la SSJB de Montréal est tombée en désuétude, le temps que Duvernay ne lui redonne un semblant de vie, mais le clergé a profité de cette période pour imposer sa domination sur l'organisation patriotique.

Le Bas-St-Laurent n'a pas participé à la lutte de libération des Patriotes, selon la liste des assemblées publiques dont on dispose. Il a subi! Les premières implantations semblent avoir eu lieu à Trois-Pistoles, en 1876, une quarantaine d'années après Montréal, sous l'initiative d'un député du nom de Napoléon Rioux. Même si les curés des paroisses sont des supports importants pour le développement rural, on n'y

dénote pas les mêmes objectifs religieux, mais davantage celui de la colonisation, ou le développement économique et l'établissement de la jeunesse. Dans les textes, on retrouve cette phrase significative : «Plus de 60 ans après la fondation de cette société, les citoyens de Trois-Pistoles voulurent la remettre à neuf et l'orienter vers d'autres progrès à l'avantage de la



journaliste pamphlétaire et propriétaire de journaux, dont La Minerve, comparable au Devoir d'aujourd'hui, était tout, sauf clérical. En effet, dès 1834, cette société est indépendantiste, probablement à l'encontre des directives de l'Église catholique, et de tendance civique. D'ailleurs, le premier projet de constitution précise clairement que le Québec est libre de

nationalité canadienne-française catholique.» **Les Trois-Pistoles**, Charles A. Gauvreau, 1890.

Les écrits accompagnant les années de fondation de la SSJB diocésaine sont truffés de commentaires sur la foi, la religion, la morale, les bonnes moeurs, et cela avec une abondance comparable à la présence notable du clergé aux réunions de la SSJB. On y chante la messe comme on y adopte les résolutions. Les monseigneurs et aumôniers seront présents pendant toute la durée de la SSJB diocésaine. Rapidement, au cours des années 1970, le clergé perdra son emprise sur la SNEQ, qui deviendra essentiellement, comme on le verra, patriotique, mot à définir.

**Docteurs, juges, avocats, maires...**

Les professions libérales envahissent la SSJB, qui se retrouve gouvernée par l'élite libérale, et tout ce qu'il y a de notables. Ça peut s'expliquer : autant les institutrices étaient les plus instruites de nos paroisses, autant les dirigeants sont ceux qui savent lire, écrire, compter et parler. Jusqu'en 1970, on notera cette tendance, qui disparaîtra avec la *conversion* au nationalisme séparatiste et l'arrivée d'une classe plus communautaire.

Le mouvement en a payé le prix en perdant d'importants appuis financiers, moraux et médiatiques.

**Histoire et langue**

L'histoire du Québec semble à peu près totalement absente du discours des années 1940 et 1950. On parle de nation canadienne-française, passant allègrement de notions identifiant le peuple du Québec à des considérations incluant la totalité des francophones essaimés au Canada. On a l'impression, en lisant les écrits de l'époque que l'on nage entre le sentiment d'assurer notre sécurité linguistique, religieuse et patriotique, ici, sur le territoire de la Province de Québec, mais avec la nostalgie d'un Canada nous appartenant «a mare

usque ad mare». En ce sens, ressemblerions-nous aux juifs, créant notre diaspora nord-américaine, à la suite des dispersions de population majeurs que nous avons subis vers le Canada anglais et les États-Unis. Il s'agit certainement d'un réflexe de minorisés, puisqu'on ne voit pas les Français de France, les Espagnols, les Anglais d'Angleterre être aussi nostalgiques de leurs compatriotes éparpillés sur les autres continents. Encore aujourd'hui, nous sommes partagés entre des organisations qui perpétuent les Français d'Amérique et notre désir d'appartenir à la communauté des peuples de langue française.

Les deux sociétés ont mené, au long des cinq décennies, le même combat pour la préservation et la qualité de la langue, la diocésaine sur la grammaire et l'orthographe, la SNEQ pour l'expression, ce qui allait avec les époques respectives. La SNEQ a obligatoirement axé ses combats, depuis 1971, sur la nécessité de protéger sa langue, législations obligent. Les batailles ont été aussi nombreuses que nécessaires, jusqu'à la Loi 86 que le ministre Ryan a infligée aux Québécois, alors que le peuple ne retrouve plus le défenseur qu'il croyait avoir dans le Parti Québécois de la Loi 101, qui semble négocier la paix linguistique contre la conservation du potentiel souve-

1

Procès verbal de la première assemblée des directeurs  
de LA SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE DIOCESAINE de RIMOUSKI.  
Tenue le 20 mai 1945

Douze directeurs étaient présent.

Il est proposé par Monsieur Goerges Henri de Champlain et unanimement résolu que Monsieur Louis-Joseph Gagnon du Mont-Joli soit élu président de la SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE DIOCESAINE de RIMOUSKI.

Il est proposé par Monsieur Gagnon de St-Arsène et unanimement résolu que Monsieur Goerges Emile Ppstin de St-Fabien soit élu 1er vice-président.

Il est proposé par Monsieur Charles Castonguay que Monsieur Gérard Labrie de la Baie-des-Sables soit élu 2ièm vice-président. Unanimement résolu.

Il est proposé par Monsieur Charles Lever et unanimement résolu que Monsieur Adrien Michaud de Rimouski soit élu trésorier de la société et qu'il devra adopter une tenue de livres adéquate et faire rapport annuellement des opérations financières de la société.

Il est unanimement résolu que l'exécutif du conseil sera composé du président, des deux vice-présidents, de Monsieur Arthur Gendreau de Rimouski et du chef du secrétariat. L'exécutif aura le pouvoir de prendre des décisions pour le règlements des affaires urgentes qui pourraient se présenter. L'exécutif devra faire rapport de toutes ses décisions prises au Conseil Diocésain.

Il est unanimement résolu qu'un comité de finance soit formé et que Monsieur Elzéar Coté de Rimouski, Monsieur Louis-Joseph Gagnon de Mont-Joli et le chef du secrétariat en fassent partie. Ce comité devra prendre les moyens nécessaires pour alimenter la caisse du trésorier en vue qu'il ait les fond nécessaires au paiement des dépenses encourues par l'administration.

Il est unanimement résolu que le chef du secrétariat soit chargé de la propagande dans tout le diocèse et qu'il devra prendre les mesures nécessaires pour augmenter l'effectif de la société.

La séance est levée

*Louis-Joseph Gagnon*  
*Pour...*

rainiste ou le marchandage de la partition. C'est selon...

Quant à l'histoire, elle a disparu des écoles, dans sa forme un peu naïve et exclusive des épisodes les plus revendicateurs. Le Parti Québécois, au lieu de réorienter l'enseignement de l'histoire, dans son premier mandat, vers l'histoire nationale, a préféré la sortir des écoles, croyant sans doute qu'elle était un facteur de division et que le débat sur la souveraineté remplacerait la formation historique. Erreur, l'une porte l'autre. Mais les sociétés nationales se sont faites bien silencieuses... me semble-t-il.

### Des symboles

Les propagandistes de la Société St-Jean-Baptiste diocésaine défendaient des symboles quelque peu porteurs d'ambiguïté. Le castor! La feuille d'érable? Le St-Jean-Baptiste? Un premier ministre canadien francophone sur deux? En réalité, chaque fois qu'on entonnait le «O

Canada», on aidait à propager une image confuse de nous-mêmes, parlant de nous, Québécois, en nous désignant du nom d'une autre réalité. On s'est donné un drapeau, officiellement, avant le Canada, dès 1948, pour accompagner notre «O Canada». On est même allé jusqu'à demander au fédéral de se donner un drapeau distinctif, ce qu'il fit avec un de nos symboles, en nous empruntant le «O Canada», qu'il traduisit bêtement. Que voulait dire au juste le «O Canada, mon pays, mes amours, ma patrie»?

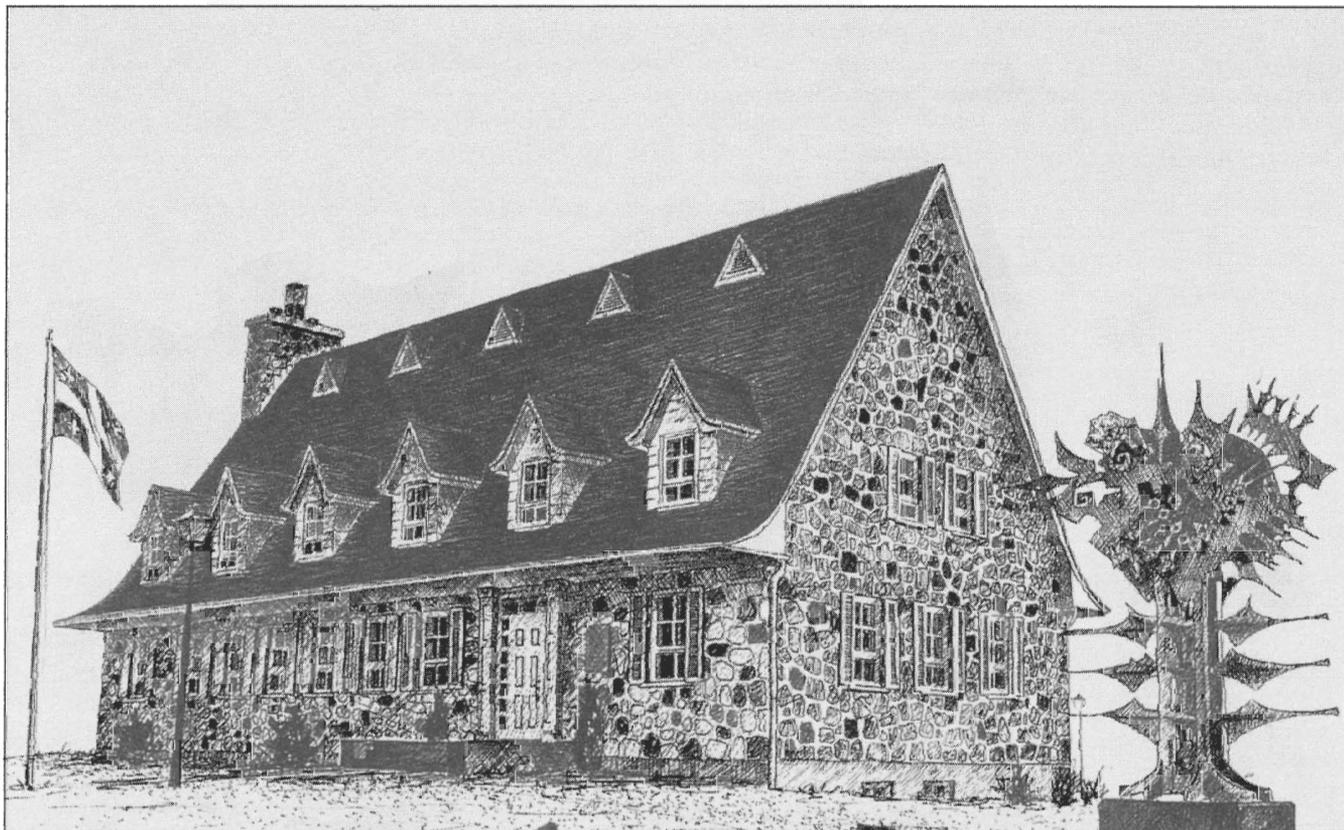
Au cours des années 1970, le peuple québécois a adopté pour ceux qui le voulaient, des symboles plus clairs : fleurdelisé = Gens du Pays = Québec = français = souveraineté... Le salut au drapeau, souvent prononcé avec retenue, demeure une manifestation empreinte de doute, de méfiance et... méconnue. Maintenant, on propose aux Québécois une vraie fête nationale, une journée du drapeau

(24 mai) ignorée par la majorité, et... des référendums sur la souveraineté, épicée au goût du jour.

### Des missions

Le patriotisme, ce n'est pas seulement se lever pendant l'Hymne national, arborer son drapeau, pavoiser le 24 juin, écrire un bon français, ou chanter «Gens du pays», c'est aussi et surtout développer et enrichir une vie démocratique et libre, comme peuple. En cela, la SSJB diocésaine et la SNEQ ont parcouru les années avec cet objectif commun.

L'expérience des services d'entraide créés dès les années '40, devenus par la suite des mutuelles d'assurances, la volonté de préserver la forêt, l'indépendance des étrangers dans l'exploitation des ressources naturelles, la création d'entreprises et le développement de compétences autochtones, le prêt d'honneur, l'éducation, etc... sont autant de combats de la SSJB diocésaine, dont la



La SNEQ, édifice érigé en 1966 (source : SNEQ)

SNEQ a hérité et qu'elle a poursuivis.

La coopérative funéraire, la cartonnerie de Cabano, Vacances-Familles, les manifestations d'appuis aux entreprises d'ici, les placements exclusivement québécois, l'achat québécois, l'aide à la création d'organismes régionaux comme le Conseil de la culture, le CRD, etc...l'implication dans les événements locaux, jusqu'à l'appui au journal Le Fleuve, ne sont que des exemples mais toutes des preuves que les deux organisations ont eu la volonté de créer un sentiment d'appartenance régionale. Malheureusement, en 1996, peut-on affirmer que l'opération est réussie : difficultés du Fleuve à s'implanter dans les Basques, Rivière-du-Loup, le Témiscouata et ailleurs, esprit de clochers supplantant facilement les bienfaits des fusions municipales, disputes entourant des implantations d'entreprises ou instituts de recherche...

Par ailleurs, c'est la société St-Jean-Baptiste diocésaine qui a posé le premier jalon conduisant la SNEQ à se sentir davantage solidaire des autres sociétés nationales à travers le Québec. En participant aux États généraux du Canada-français et en adoptant le

consensus québécois, la SSJB diocésaine de Rimouski a permis à la SNEQ d'être une organisation bas-laurentienne, et prospère, impliquée dans la démarche québécoise de conquête de son autonomie, ce que n'ont pas fait des SSJB comme celles de Québec, Valleyfield, Sherbrooke, etc...

En conclusion, je crois humblement que la SNEQ a poursuivi les objectifs de la Société St-Jean-Baptiste diocésaine de Rimouski, en plus moderne, avec des valeurs et des mots plus précis. Avec les années 1960, le peuple québécois est devenu plus confiant en lui-même et ses organisations ont emboîté le pas. Comme une image vaut mille mots, il faudrait retenir de la description que l'on faisait du siège social de la Société, lors de son inauguration en 1968, qu'elle représente le pont entre deux époques, ayant évolué au rythme des Québécois. Les paroles de nos prédécesseurs peuvent nous heurter à certains égards, leurs croyances même, mais il faut se souvenir («Je me souviens») que sans eux et elles, nous ne serions peut-être plus; pas autant en tout cas.

\*\*\*\*\*

#### Note

\* Gaston Beauchesne est le directeur général de la SNEQ depuis décembre 1991. Il fut auparavant directeur de Centraide Bas St-Laurent, de 1987 à 1991, après avoir été attaché politique de monsieur Alain Marcoux, de 1981 à 1985, comme agent de liaison régional, et animateur commu-nautaire au CLSC de Mont-Joli, de 1974 à 1981. Militant souverainiste québécois, il fut organisateur pour le référendum sur l'Accord de Charlottetown, en 1992. Monsieur Beauchesne répond ici à une demande de la Revue d'histoire du Bas St-Laurent, de commenter l'histoire de la SNEQ, à l'occasion de son cinquantième anniversaire. Il veut montrer que le mouvement a vécu deux quarts de siècle d'un même idéal de promotion du peuple québécois, par des moyens, des ressources et des objectifs différents.